

sous la bannière du gouvernement, et je crains que ce soit le résultat de ce bill.

Des voix: Bravo!

M. Danforth: Monsieur l'Orateur, par la présentation de ce bill et l'établissement de la politique gouvernementale, le gouvernement a indiqué qu'il allait faire des lois pour que les fermiers quittent leurs fermes. Si cette mesure est si bonne pour les fermiers, alors le gouvernement devrait ramener des fermiers sur les fermes. C'est une politique délibérée en vue de désagréger l'agriculture. N'est-il pas ridicule qu'aujourd'hui, au Canada, alors que le lait obtient le prix le plus élevé dans l'histoire de notre pays, le gouvernement lance un programme destiné à en limiter la production? Il ne semble pas y avoir beaucoup de logique dans tout ceci.

Les termes de ce bill semblent indiquer que les consommateurs en bénéficieront mais, monsieur l'Orateur, les consommateurs ne sauraient profiter du contrôle de l'offre. Cela signifie simplement des coûts supplémentaires pour le producteur et le consommateur.

Des voix: Bravo!

Une voix: Et que dire de l'industrie du tabac?

M. Danforth: L'expérience a révélé que le consommateur n'y gagne rien non plus. Par exemple, la réduction des droits sur l'importation des laitues pommées n'a rien fait gagner au consommateur. Ce qui indique où peut mener l'intrusion et l'ingérence du gouvernement.

Une voix: Quel gâchis il a causé!

Une voix: C'est de la dictature.

M. Danforth: J'ai commencé par dire...

Une voix: Quand aurez-vous fini?

M. Danforth ... que nous croyons nécessaire à une certaine forme de contrôle interprovincial et international. Les cultivateurs ont appris amèrement, à leurs dépens, que leurs offices de commercialisation ne peuvent rivaliser avec les États commerciaux ou les cartels internationaux de produits alimentaires. Ce qu'ils demandent au gouvernement, c'est de seconder leurs efforts et de les aider à entrer sur la scène internationale. Mais le gouvernement met en place un dispositif pour restreindre l'offre. Le seul à en bénéficier sera le gouvernement. Il n'aura plus à se faire de soucis pour liquider les excédents des produits des fermes, car il n'y aura plus de fermes.

[M. Danforth.]

Ce bill, monsieur l'Orateur, transfère intégralement à un office gouvernemental tout le pouvoir de décision quant à l'agriculture et aux affaires agricoles. Ce bill ne précise pas les conditions que devraient remplir les membres de l'office et, par expérience, nous connaissons les critères d'après lesquels ce gouvernement choisit ses fonctionnaires. Ce ne sont pas leurs connaissances en matière agricole qui leur vaudraient leur place. C'est cela qui m'inquiète dans ce bill. On nous a demandé de transférer le pouvoir de décision d'une industrie à un office gouvernemental. Quiconque lit ce bill et qui s'y connaît quelque peu en agriculture se rendra compte qu'il a été conçu par des administrateurs pour le compte de l'administration et non par une personne qui a le sens des choses de la terre.

En terminant, monsieur l'Orateur, je voudrais dire ceci: Au cours du débat sur ce bill, notre objectif premier sera d'essayer au moyen d'un amendement de laisser entre les mains des producteurs primaires le contrôle des règlements que le gouvernement cherchera à imposer à l'industrie.

● (3:40 p.m.)

L'hon. M. Hees: Bravo!

M. Danforth: D'après nous, personne n'est mieux qualifié pour juger du climat de l'agriculture et des mesures à prendre que celui qui se consacre à l'agriculture. Nous n'avons pas l'intention de nous faire la Providence des fermiers du pays. Ils doivent prendre leurs propres décisions et notre but sera d'indiquer aussi clairement que possible les lacunes du bill et l'orientation que nous prenons vers le contrôle étatique absolu. Il appartiendra alors aux fermiers de prendre leur décision.

L'hon. M. Hees: Bravo!

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, si je comprends bien, ce bill vise à faire intervenir le gouvernement fédéral dans le champ de la commercialisation des produits agricoles et à le doter de pouvoirs étendus en ce domaine. Peu de producteurs primaires au Canada sont, je suppose, aussi vulnérables aux pressions économiques et commerciales que les agriculteurs et les éleveurs de l'Ouest. Peu de producteurs ont plus qu'eux été victimes des forces des marchés nationaux et internationaux. Ainsi donc, lorsqu'on aborde l'étude d'un projet de loi de ce genre, on se demande: quelle sorte de bill est-ce? Ses dispositions répondront-elles aux besoins de nos agriculteurs? Leur permettront-elles de voir se réaliser leurs aspirations